



**Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce: « Gare au néoprotectionnisme des plans de relance »**  
25 March 2009

*Voyez-vous des premiers signaux de reprise?*

Impossible à ce stade de prévoir quand la reprise viendra. Il faut mettre en place tous les pare-feu à la crise afin de l'endiguer le plus rapidement possible. Résoudre la crise nécessite d'opérer selon une séquence en quatre étapes?: nettoyer le système financier, relancer la demande, réguler la finance et réformer notre modèle de développement.

*Quelles sont vos attentes pour le sommet du G20, le 2 avril prochain à Londres?*

Le G20 va se pencher sur trois domaines principaux: la coordination des paquets de relance, la régulation financière et le commerce international. Dans ce dernier domaine, j'attends au moins un niveau d'engagement comparable à celui de la première réunion du G20 de novembre. Il faut résister à la poussée protectionniste?! Les membres de l'OMC sont tenus par leurs engagements. Depuis 60 ans, le commerce dispose d'un système régulé en matière d'échanges internationaux. Il n'y a en réalité pas de risque de protectionnisme « haute intensité », comme le monde avait connu dans les années 30. Mais celui de « basse intensité » reste préoccupant: il s'agit de ce que les membres de l'OMC sont autorisés à faire à l'intérieur des disciplines qu'ils ont souscrites, sans enfreindre les règles. Nous avons fait nos calculs: si tous les pays utilisaient en matière tarifaire cette marge qui leur est allouée, on doublerait le niveau des droits de douane perçus dans le monde. Ceux-ci passeraient de 250 à 500 milliards de dollars.

*Ne craignez-vous pas aussi le retour d'un certain protectionnisme déguisé?*

C'est ce que j'appelle le néoprotectionnisme, qui s'immisce jusque dans les plans de relance. C'est pour cela que nous publions aujourd'hui un rapport, issu du mécanisme de surveillance que nous avons mis en place à l'automne. L'idée est d'avoir une image radar globale des mesures protectionnistes prises par les membres. Nous aurons une séance de travail sur le sujet en avril avec l'ensemble des membres de l'OMC, l'objectif n'étant pas de les sanctionner, nous n'en avons pas l'autorité ? mais de leur fournir l'information en toute transparence.

*L'Organisation mondiale du commerce vient d'annoncer qu'elle prévoit pour 2009 une chute du commerce international de 9 %, soit un recul sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Comment expliquez-vous une telle contraction?*

Pour quatre raisons. La première est liée à la violence de la récession économique. Le commerce est la courroie de transmission entre l'offre et la demande, qui se sont fortement contractées. La deuxième tient au fait qu'au cours des dix dernières années, le commerce mondial avait toujours crû plus vite que la croissance mondiale.

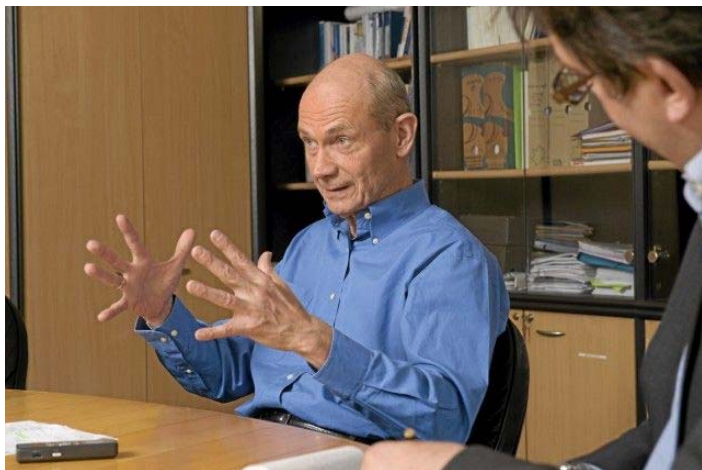
Inversement, quand celle-ci se réduit, le commerce mondial chute encore plus rapidement. Le commerce diminue aujourd'hui comme un multiple de la récession. Troisièmement, les échanges commerciaux souffrent de l'assèchement de financement?: même une lettre de crédit est devenue difficile à obtenir. Enfin, les tentations protectionnistes sont là.

*Vous êtes perçu comme le prophète de la mondialisation. Que dites-vous à ceux qui prônent la déglobalisation?*

Je ne suis pas un libre-échangiste échevelé, même si je reste persuadé que l'ouverture des échanges est préférable, sur le plan économique, à leur fermeture. En 1999, quand j'ai passé mon examen d'entrée de commissaire européen devant le Parlement, j'avais utilisé la formule de « mondialisation maîtrisée ». Depuis dix ans, en tant que commissaire européen, puis à l'OMC, je n'ai jamais été un apôtre de la mondialisation heureuse. Elle a certes permis de sortir des millions de gens de la pauvreté, mais elle a aussi ses inconvénients. Et penser qu'on peut dissocier la mondialisation de la qualité des politiques nationales dans une planète globalisée est une absurdité intellectuelle. Pourquoi les Suédois et les Danois sont-ils parfaitement sortis des bouleversements phénoménaux dans le domaine du textile et de l'habillement depuis vingt ans et d'autres pays européens absolument pas, alors qu'ils disposent des mêmes règles en matière de commerce international. Certains gouvernements savent s'y prendre, d'autres pas. Mais je ne crois pas qu'on soit entré dans une période de déglobalisation, sauf à considérer que le volume du commerce international est la seule mesure de la globalisation, ce qui me paraît une approche bien trop frustrée.

*Sauf que la mondialisation explique tout de même le caractère planétaire de la crise que nous vivons?*

Oui, il s'agit de la première crise globale majeure du capitalisme de marché. Personne n'est indemne. Le producteur africain de coton qui, par exemple, à l'OMC, négocie une réduction des subventions américaines de coton va souffrir. Car, à partir du moment où les prix du coton baissent, les subventions américaines augmentent et lui, ne bénéficie d'aucune compensation. On peut dire que c'est très injuste, qu'on dénombre 15 millions de producteurs



africains de coton et 12.000 producteurs américains. Dans le système international, la justice passe par la négociation et le respect de règles. La crise que nous vivons a été générée par un défaut de régulation majeur dans la finance. J'espère qu'on le comblera. En attendant, il faut faire le maximum pour que tout cela ne se propage pas, surtout chez les plus faibles, qui ne sont pour rien dans la crise. Si l'on trouve 1.000 milliards de dollars à injecter dans le système financier, on doit donc pouvoir en dénicher 20 ou 30 pour les aider. D'autant plus que ce sont les pays en développement qui tirent la croissance mondiale et qui dépendent trois fois plus du commerce international.

*Vous avez parlé de la tentation protectionniste des Américains. Et les Européens? Dans la campagne qui va s'ouvrir en vue des élections européennes, y a-t-il un risque de résurgence des thèses défendues par Emmanuel Todd?*

Je ne crois pas. Il s'agit plus d'un débat franco-français qu'un débat entre Européens. Et même dans l'Hexagone, ce débat est assez paradoxal. Les deux tiers des échanges de la France se font au sein de l'Union européenne où, à ma connaissance, personne ne pratique de dumping environnemental, social ou fiscal. Or, c'est en Europe que la France a perdu 5 points de part de marché depuis 2000.

Nous devrions plutôt nous demander pourquoi notre compétitivité progresse sur des marchés situés en dehors de l'Union et qui sont, soi-disant, soumis à tous ces dumpings et non pas à l'intérieur de l'Europe.

*Guillaume Bachelay, secrétaire national du PS, propose de taxer les produits exportés en Europe par des États qui ne respecteraient pas les normes internationales, par exemple en matière d'émission de CO2.*

Beaucoup de Français pensent que, faute d'organisation mondiale de l'environnement, il n'y a pas de réglementation en la matière au plan mondial. Ce n'est pas exacte: il existe un grand nombre de régulations internationales en matière environnementale. Reste la question de la baisse des émissions de gaz carbonique et de ses conséquences sur la régulation des échanges mondiaux. Depuis la réunion de Bali, j'ai toujours dit que le jour où il y aura un accord international contraignant sur les émissions de carbone entre la Chine, l'Europe, l'Inde et les États-Unis, ses signataires n'auront pas de mal à ajuster les règles de l'OMC.

*Ce débat ne relève donc que d'une posture idéologique?*

Effectivement. Prenons un exemple. Un exportateur rwandais veut vendre des roses dans l'Union européenne. Il bénéficie des règles que j'ai contribué à mettre en place quand j'étais commissaire européen. Zéro droit de douane, zéro restriction quantitative, sauf qu'à la frontière européenne, on vérifie le niveau de pesticides avec un instrument de plus en plus précis. Si le niveau maximum autorisé est dépassé, ses roses sont bloquées. Faire croire aux gens que n'importe quoi arrive sous prétexte qu'il n'existe pas de contrôle à la frontière européenne est inexact et dangereux.

*Les grandes nations de cette planète, celles qui se retrouvent au G20, seront-elles capables de se mettre d'accord sur un sujet pareil?*

Il faut qu'ensemble ils aient une force politique à la hauteur de l'enjeu, qu'ils s'entraident suffisamment. Je vais essayer de les y aider. Au moins, n'empirons pas la situation?! Pour des politiques qui défendent les intérêts de ceux qui les ont élus, ce n'est pas toujours simple.

*C'est pourquoi vous ne faites plus carrière politique?*

J'essaie d'être fidèle à mes idées là où je suis. Pour l'instant, je repartirai en septembre 2009 pour un nouveau mandat de quatre ans. On aura le temps d'en reparler.

Propos recueillis par Eric Chol et Pierre Kupferman